

MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU BAPE

concernant les enjeux liés à l'exploitation du gaz de schiste
dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent

par

Paul Montminy
citoyen de Saint-Nicolas

15 mai 2014



Cette image¹ ne représente en rien quelque chose de désirable. À mes yeux, il s'agit plutôt d'une vision d'Apocalypse : squelette d'arbre mort au premier plan, silhouettes spectrales d'épinettes noires en deuxième plan, cheminée camouflée et tête de dragon de feu sur fond de ciel tourmenté.

¹ Photo par Yan Doublet — Archives Le Devoir, 31 janvier 2014. Un puits de gaz de schiste appartenant à la compagnie albertaine Talisman Puits Gaziers, situé à Saint-Édouard-de-Lotbinière.
<http://media1.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/398744/des-risques-a-la-sante-publique-biens-reels-previent-l-inspg>

Pourquoi ce mémoire

Les grands conglomérats, notamment ceux qui ont quelque chose à cacher, ont tendance à présenter leurs fabuleux projets comme étant éminemment nécessaires pour le bien de toute la population; c'est encore le cas ici, à propos des gaz de schiste au Québec. Or rien n'est plus faux, c'est de leurs biens à eux dont il est question. Selon une récente étude de l'OCDE², au cours des dernières décennies, les plus riches se sont encore enrichis et les plus pauvres encore appauvris, alors que les classes moyennes s'effritent et glissent vers le bas.

Il est encore possible d'arrêter le fiasco environnemental et social incontournable qui résulterait d'une exploitation de ces gaz de schiste. Les preuves scientifiques existent³ pour non seulement démolir les « solutions d'atténuation » que les promoteurs se disent capables⁴ de mettre en place, mais aussi pour carrément dénoncer la pseudo nécessité économique d'une telle aventure de type apprenti sorcier. La rentabilité d'un projet doit se mesurer à beaucoup plus que la simple mathématique des profits et pertes des entreprises qui « veulent notre bien ».

Le Québec s'est donné une société démocratique, équipée de solides mécanismes contre les agressions; nous avons confiance que le BAPE est capable d'outiller nos politiciens pour résister aux lobbys qui ne représentent qu'eux-mêmes.

Une série de raisons parmi bien d'autres

Durant ma carrière professionnelle, j'ai souvent eu à travailler avec divers professionnels de l'INSPQ, notamment ceux qui s'intéressent au développement social. Ce sont des gens sérieux, qui travaillent dans une organisation sérieuse; leur avis ne peut pas être pris à la légère. Je dois avouer que je suis impressionné quand les auteurs d'une étude récente⁵ de l'INSPQ affirment que « Les activités reliées à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste sont susceptibles de causer des impacts sur la qualité de vie et la santé sociale et psychologique, notamment... »⁶.

² *Focus on Top Incomes taxation in OECD countries : Figures and Data (April 2014)*, <http://www.oecd.org/els/soc/OECD2014-FocusOnTopIncomes.pdf>; site de l'OCDE, 5 mai 2014.

³ Voir les quelques 70 rapports soumis dans le cadre de cette ÉES.

⁴ Mais sans enthousiasme, comme il est décrit poliment mais clairement par le GRIDD dans son étude de décembre 2012 ([mandat S 4-3](#)). Il faut lire la seconde partie de la deuxième page du Résumé des faits saillants, ainsi que la section 6,3, p. 34.

⁵ Voir la longue liste des coordonnateurs, auteurs et réviseurs de cette étude (note suivante).

⁶ INSPQ, Direction de la santé environnementale et de la toxicologie (septembre 2013), *État des connaissances sur la relation entre les activités liées au gaz de schiste et la santé publique : mise à jour*, septembre 2013, p. III.

Nous savons tous que la prudence dans l'interprétation des données scientifiques oblige normalement à faire preuve d'une certaine réserve, au lieu d'affirmer avec aplomb et sans données probantes sérieuses. Voilà un exemple que les promoteurs du projet devraient suivre.

Quant à moi, je lis sans hésitation dans le rapport de l'INSPQ ce qui est clairement compréhensible malgré la modération du vocabulaire : les effets négatifs des technologies prévues, la pollution de l'air, la contamination de l'eau et les impacts négatifs sur la qualité de vie des riverains sont incontournables et, même si on voulait agir, peu ou pas atténuables. Ils sont tous indésirables... et ils ne seront ni subis ni assumés par les promoteurs, mais plutôt par les citoyens du Québec.

Par exemple, je défie quiconque de trouver un seul décideur responsable du projet capable de prouver qu'il demeure dans une résidence située près de l'un des sites de forage ou sur la route des camions.

Conclusion

Il faut écouter et surtout accueillir les conseils des professionnels et des experts indépendants quand ils nous disent qu'il faut non seulement déclarer un autre moratoire, mais carrément bannir l'exploitation des gaz de schiste au Québec.

Les campagnes québécoises constituent les derniers lieux de calme et de sérénité dans notre société de plus en plus malade de la vitesse, du sentiment d'impuissance, de la pollution, de la surconsommation. Il est inadmissible de démolir le mode de vie de ceux qui ont choisi la santé et la tranquillité pour nourrir la cupidité de ceux qui entretiennent la course à la financiarisation de tous les aspects de nos vies.

Quand je pense qu'il est aussi question de sacrifier l'île d'Anticosti à l'ambition sans limites des promoteurs de la croissance à n'importe quel prix parce qu'il y a « une surpopulation de chevreuils⁷ », de toute façon...

Paul Montminy
Citoyen de Saint-Nicolas

⁷ Yves-François Blanchet, alors ministre de l'Environnement, le Devoir, 19 février 2014.
<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/400360/halte-au-gaz-de-schiste-feu-vert-au-petrole-le-pq-accuse-d-incoherence>

